



## Amélioration de la conformité avec les prescriptions phytosanitaires dans le secteur des fruits et légumes en Ouganda

---

L'objectif du projet était d'améliorer l'accès des fruits et légumes frais de l'Ouganda au marché de l'UE ainsi qu'aux autres marchés haut de gamme régionaux. Le projet a permis de réduire le nombre d'interceptions de produits destinés à l'UE en renforçant les inspections et en certifiant les produits d'exportation, ce qui a abouti à l'accroissement des recettes des acteurs sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Assurer des revenus réguliers aux producteurs de fruits et légumes, ainsi qu'à leurs employés contribuera à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire, conformément à la politique de développement de l'Ouganda.

### STDF/PG/543

#### Status

Completed

#### Start Date

01/02/2019

#### End Date

30/09/2022

#### Project Value (US\$)

\$882,726

#### STDF Contribution (US\$)

\$484,788

#### Beneficiaries

Ouganda

#### Implementing Entities

CAB International (CABI)

#### Partners

Horticulture Exporters Association of Uganda (HORTEXA)  
International Plant Protection Convention (IPPC) Secretariat  
Embassy of the Kingdom of the Netherlands, Uganda  
Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries, Uganda  
Ministry of Trade Industry and Cooperatives, Uganda  
National Agricultural Research Organization (NARO), Uganda  
Uganda Agribusiness Alliance (UAA)  
Uganda Export Promotion Board (UEPB)

## Background

L'économie de l'Ouganda dépend principalement de son secteur agricole, 84% de la population active étant employée dans l'agriculture. En 2014, l'UE a intercepté plus de 80% des exportations de fruits et légumes frais en provenance d'Ouganda, car elles contenaient des organismes nuisibles, y compris le faux carpocapse et la mouche des fruits, dans le capsicum et le melon amer. Les exportations à destination de l'UE représentent 60% des exportations totales de fruits et légumes frais, ce qui en fait le marché le plus important pour le pays.

Les interceptions étaient principalement la conséquence de la faiblesse des mécanismes institutionnels de coordination et de mise en œuvre; d'infrastructures de production, de transformation et de distribution insuffisantes; d'une faible sensibilisation du public; du manque de services d'évaluation de la conformité; de la pénurie de ressources humaines qualifiées; d'infrastructures réglementaires insuffisantes (laboratoires, installations de quarantaine, services de laboratoire); et de l'implication insuffisante des petits producteurs dans le secteur privé.

Pour surmonter ces difficultés, l'Ouganda a mis en place diverses stratégies et politiques visant à améliorer la production agricole, à renforcer les capacités SPS et à accroître les exportations. Un exemple en est la Vision 2 040 de l'Ouganda, une stratégie qui définit l'agriculture comme l'une des possibilités clés pour renforcer l'économie et transformer la société.

Ce projet reposait sur des enseignements tirés de projets précédents (par exemple STDF/PG/335) et identifiait des synergies avec des initiatives en cours pertinentes.

## Results

### Mise en place d'une plate forme SPS multipartite et d'une association faitière

- Le projet a promu avec succès la collaboration entre le public et le privé en mettant en place une plate forme SPS multipartite pour rapprocher les autorités gouvernementales, les horticulteurs ainsi que les associations professionnelles. À la fin du projet, plus de 168 acteurs utilisaient la plate forme qui était devenue un pôle de partage d'informations et d'apprentissage conjoint
- La formation de HortiFresh, une association professionnelle faitière, permettra aux groupements de petits producteurs et exportateurs d'améliorer la collaboration et la communication avec le Département de l'inspection et de la certification des cultures.

### Renforcement des capacités phytosanitaires

- Les capacités des acteurs ont été renforcées conformément à une approche systémique visant à leur permettre de satisfaire aux prescriptions à l'exportation SPS de l'UE. Les producteurs ont été formés aux bonnes pratiques agricoles, à la gestion intégrée des organismes nuisibles et aux méthodes de production de piments. Ce volet s'est inspiré d'un dossier systémique concernant le capsicum élaboré avec le soutien du Comité de liaison entrepreneuriat agriculture développement (COLEAD).
- Une documentation technique, y compris les procédures opérationnelles normalisées, a été établie pour l'inspection et la surveillance de cinq organismes de quarantaine prioritaires s'attaquant aux fruits et légumes frais.
- Plus de 1 400 acteurs, dont des producteurs et des fonctionnaires, ont été formés à la gestion des organismes nuisibles et des maladies, à l'innocuité des produits alimentaires, et aux prescriptions SPS à l'exportation.
- Le personnel de l'ONPV a reçu des équipements de protection individuelle.

### Rationalisation du système d'inspection et de certification des exportations

- Afin d'accélérer les processus et d'améliorer l'exactitude ainsi que la transparence, 25 inspecteurs phytosanitaires ont été équipés de tablettes et d'ordinateurs permettant de traiter des certificats phytosanitaires électroniques. En conséquence, le pourcentage de documents inexacts ou incomplets présentés aux fins de la certification a diminué d'environ 66% pendant la durée du projet.
- Les gains d'efficacité issus de la numérisation ont donné lieu à des processus rationalisés et transparents, ce qui a permis un accroissement du nombre d'exportateurs accrédités, qui est passé de 67 en 2017 à 150 en 2022.

Systèmes d'enquête et de surveillance phytosanitaires dans la chaîne de valeur des fruits et des légumes reposant sur des partenariats public privé.

- Un programme de formation sur les cinq organismes nuisibles prioritaires ci après a été élaboré:Thaumatotibia leucotreta (faux carpocapse), virus Y de la pomme de terre (PVY); Dacus spp, Bactrocera spp et la mouche des fruits.
- Cinq procédures opérationnelles normalisées destinées à des systèmes spécifiques d'enquête et de surveillance phytosanitaires d'organismes nuisibles prioritaires ont été élaborés et 50 personnes ont été formées à la mise en œuvre du système. La formation a été dispensée à des participants représentant le Département de l'inspection et de la certification des cultures, des associations de producteurs et d'exportateurs, des observateurs des entités de production, des membres du personnel des districts chargés de la vulgarisation, et des départements chargés de la protection des cultures et de la production végétale.

#### Amélioration de la sensibilisation et du soutien au niveau national

- Le projet a sensibilisé les acteurs du secteur de l'exportation des fruits et légumes frais aux prescriptions et procédures en matière de certification et d'inspection. Des séances d'informations ciblées ont permis de maintenir la communication avec des hauts fonctionnaires de l'État et des responsables d'associations de producteurs et d'exportateurs.
- Une stratégie de communication sur les questions SPS a été élaborée et utilisée pour orienter la communication avec les acteurs.
- Des notes d'information techniques détaillées et des matériels de communication sur les bonnes pratiques agricoles, la gestion des organismes nuisibles et des maladies et le processus de certification ont été préparés pour le capsicum, les aubergines et le melon amer.

#### Baisse des interceptions et financements additionnels obtenus pour le secteur des fruits et légumes.

- Les interceptions de Capsicum ont baissé de plus de 90%, passant de 72 en 2018 à trois en 2022. Ces résultats positifs ont servi de catalyseur pour un investissement supplémentaire de 8 millions d'euros de l'UE destiné à renforcer les capacités dans le secteur des fruits et légumes frais d'Ouganda.

### Recommandations

La forte appropriation nationale et la collaboration solide entre les autorités publiques et le secteur privé du pays, couplées à une approche flexible et prospective ont permis au projet d'apporter des réponses aux nouvelles questions SPS affectant le commerce horticole, et de mobiliser des ressources additionnelles pour renforcer le secteur.

Les acteurs ougandais se sont inspiré des enseignements tirés des expériences des pays limitrophes afin d'adopter de nouvelles approches. Cela a amélioré la gouvernance et le cadre de la politique relative au secteur horticole et a forgé un environnement commercial favorable pour le secteur privé.

L'amélioration du dialogue dans le cadre d'un partenariat public privé vigoureux a instauré la confiance et créé une vision commune pour l'avenir de l'horticulture en Ouganda.

Dans le secteur privé, une association professionnelle faïtière forte a permis à ses membres de tirer profit d'économies d'échelles et de mieux faire entendre leur voix au niveau national.

La création d'un groupe de travail interministériel au sein du gouvernement a rapproché divers comités axés sur l'horticulture. Cela favorise l'amélioration de la collaboration, des négociations, de la défense des intérêts et de la coordination en ce qui concerne les questions SPS.